

Un budget de sacrifices !

Les annonces budgétaires de la rentrée confirment les choix politiques du gouvernement Macron. Toutes vont dans le sens d'une recette éculée (et qui ne fonctionne pas) de faveurs aux entreprises, d'exonérations de cotisations et de la diminution des dépenses publiques !

La paupérisation croissante des plus fragiles

En 2019 comme en 2020, les **allocations familiales et les aides au logement** augmenteront moins (0,3%) que l'inflation (1,7%). Ce sera pareil pour les retraites. Les retraité-es devront se serrer un peu plus la ceinture après avoir subi la hausse de la CSG.

La réduction des contrats aidés se poursuit : on est passé de 360 000 budgétés en 2016, à désormais 100 000 en 2019, sans autre issue que le chômage pour les personnes concernées. Même si nous combattons la précarité de ces contrats, leur suppression sans alternative met en difficulté des activités sociales majeures (aides aux personnes en difficultés, activités d'associations de toute nature...).

Par ailleurs, Solidaires Fonction Publique revendique la titularisation de toutes les personnes en contrats aidés dans le public.

Le gouvernement procède à **l'exonération des cotisations salariales sur les heures supplémentaires** dans la logique du « travailler plus pour gagner peu », et loin, très loin, de la réduction du temps de travail nécessaire à un partage du travail indispensable pour la réduction du chômage. Exonérer de cotisations sociales les salarié-es c'est aussi les priver du

salaires différés, les cotisations sociales finançant notamment l'assurance chômage, la Sécu.

Au-delà des annonces budgétaires, **la remise en cause de l'assurance chômage** est en cours, sous couvert de son extension aux démissionnaires et aux indépendant-es (dont très peu bénéficieront réellement de l'assurance chômage au final).

La loi Elan sur le logement met en danger les plus précaires, et ce n'est pas le plan « pauvreté » annoncé par le gouvernement mi-septembre qui pourra pallier à la paupérisation qui s'accélère !

Toujours plus pour les patrons et les actionnaires

C'est en 2019 que le Crédit d'Impôt Création d'Emplois (CICE) sera transformé en **baisse définitive de cotisations sociales** (- 4 points de cotisations sociales au 1^{er} octobre 2019). En 2019, le CICE coûtera donc les 20 milliards habituels du CICE 2018, plus les 20 milliards anticipés de sa transformation en diminution de cotisations sociales ! La nouvelle loi « PACTE » en discussion ira dans le même sens...

Et toujours pas de réforme fiscale pour un meilleur partage des richesses

A quand une politique d'investissements publics et une réforme fiscale juste pour rétablir les recettes publiques ? Ce n'est pas le prélèvement à la source, qui n'est qu'un mode de collecte externalisé de recouvrement de l'impôt par les employeurs eux-mêmes, en lieu et place de l'Etat, qui peut masquer la pauvreté du programme fiscal du gouvernement ; celui-ci n'est constitué que d'une liste de cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises et aux plus riches (taxation limitée à 30% sur les produits financiers, remplacement de l'ISF par l'IFI qui porte sur le seul patrimoine immobilier).

Emplois publics, services publics sacrifiés

Le gouvernement entend poursuivre le sacrifice des emplois publics pour atteindre

120 000 suppressions d'emplois à la fin du quinquennat. Ce seront 4 500 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'Etat en 2019 (dans ce versant 50 000 suppressions d'emplois sur le quinquennat), plus particulièrement aux Finances et dans l'audiovisuel public, exception faite des missions sécuritaires de l'Etat : police, justice, gendarmerie, qui seront, elles, pourvues en créations d'emplois. Par ailleurs, 70 000 suppressions auront lieu dans le versant Territorial sur le quinquennat. Or les emplois manquent déjà cruellement dans les services publics essentiels à la redistribution des richesses et à la cohésion sociale : la santé, l'éducation sont déjà sacrifiées !

Et le volet climat ignoré ?

Les choix budgétaires devraient aussi largement traduire une lutte réelle contre le changement climatique, or rien de tel, l'ex ministre de l'écologie l'a bien attesté lors de sa démission !

Solidaires revendique :

→ un budget qui soit au service des besoins sociaux de la population : en matière de services publics, d'aides aux plus précaires, d'environnement

→ un budget qui arrête de sacrifier les dépenses publiques sur l'autel des cadeaux fiscaux, et autres mesures en faveur des grandes entreprises et des plus riches

Hausse des salaires de 400 euros,

Hausse des minima sociaux, du Smic à 1700 euros,

32h de travail sans flexibilité et perte de salaire et pour de meilleures conditions de travail.

Ce ne sont pas des utopies mais des mesures à engager d'urgence !

Grève le 9 octobre prochain !